

Communiqué de presse
Berne, le 2 avril 2026

Initiative pour des multinationales responsables 2.0 – Au lieu de stimuler l'économie, le contre-projet alourdit la bureaucratie

L'Union suisse des arts et métiers usam rejette aussi bien l'initiative populaire «Pour des grandes entreprises responsables – pour la protection de l'être humain et de l'environnement» que le contre-projet publié aujourd'hui par le Conseil fédéral. Si le Conseil fédéral entend, avec son contre-projet, exclure en grande partie les PME du champ d'application, celles-ci n'en seront pas moins indirectement touchées. L'Union suisse des arts et métiers usam exprime sa vive inquiétude: il semble que le Conseil fédéral méconnaisse la réalité des PME suisses. Il met ainsi en péril les PME et l'ensemble de la place économique suisse — et ce dans un contexte économique déjà difficile. L'initiative doit être soumise rapidement au peuple, sans contre-projet, et faire l'objet d'une recommandation de rejet.

Les PME suisses ne sont pas les premières qui viennent à l'esprit lorsqu'on évoque les violations des droits de l'homme ou le manque de considération pour la protection du climat et de l'environnement. Mais ce sont précisément elles qui devront payer la note de cette réglementation excessive en cas d'acceptation de l'initiative ou du contre-projet. Pour l'Union suisse des arts et métiers, une chose est donc claire: il ne faut plus tourner autour du pot, mais soumettre cette initiative au vote le plus rapidement possible.

Certes, les dispositions proposées ne s'adressent formellement qu'aux grandes entreprises. Dans la pratique, cependant, les PME sont également concernées – notamment via les chaînes de valeur. Elles devraient garantir à leurs donneurs d'ordre que tous les produits intermédiaires, composants et matières premières sont exempts de tout défaut.

La conséquence est claire: «La bureaucratie augmente et les PME doivent y consacrer de plus en plus d'argent et de temps. Cela se fait au détriment de l'activité proprement dite, des collaborateurs et des clients», déclare Urs Furrer, directeur de l'usam.

Le risque commercial pour les PME s'accroît encore

Selon l'initiative, les grandes entreprises peuvent être tenues pour responsables en cas d'infractions. En réalité, ce risque est répercuté sur les fournisseurs. « En cas de plainte, les services juridiques des grandes entreprises vont se montrer intransigeants et rejeter la faute sur les fournisseurs. Le risque commercial pour les PME s'en trouve ainsi encore accru », explique Fabio Regazzi, président de l'usam.

L'initiative sur la responsabilité des entreprises 2.0 est déjà la nouvelle tentative de diverses ONG d'étendre leur champ d'action. Ce sont surtout les ONG qui intenteront des actions au nom de victimes présumées. Car elles disposent des connaissances nécessaires à cet effet. D'autant plus que le scénario «victime contre grande entreprise» génère une attention médiatique pour une ONG. Cela se traduit par une augmentation du volume des dons.

On oublie cependant souvent que, dans de nombreux cas, ce n'est pas la grande entreprise qui est Goliath, mais l'ONG. Les PME, en revanche, sont en réalité le David le plus faible de la chaîne d'approvisionnement, celui qui approvisionne les grandes entreprises. Certes, les auteurs de l'initiative prévoient un soutien visant à protéger les PME contre le transfert des obligations des grandes

Schweizerischer Gewerbeverband

Union suisse des arts et métiers

Unione svizzera delle arti e mestieri

entreprises. Mais les PME n'ont pas besoin d'une nounou imposée par l'État, mais d'un environnement favorable aux entreprises.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Urs Furrer, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faïtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.